

N°2024_09_03

MAIRIE
DE MONTIGNAC LE COQ
- 16390 -

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux vingt et quatre, le vendredi 06 décembre
Le Conseil Municipal de la commune de MONTIGNAC LE COQ
Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie sous
La Présidence de Monsieur DESERT, Maire

Date de la convocation : 28 novembre 2024

PRESENTS : DESERT Alain, MAUSSION Chantal, BARIT Jocelyne,
DENEPOUX Jackie, COUSTAL Annick, DARQUEY Georges, HERY Damien,
BEAUVAIS Damien, FORESTIER Fanny.
Absents excusés : DESERT Kevin, DEROMAS David

Secrétaire de séance : BARIT Jocelyne

Objet : Aliénation de chemins ruraux

Vu le code rural, et notamment son article L.161-10 ;

Vu le décret n°76-921 du 08 octobre 1976 fixant les modalités de l'enquête publique préalable à l'aliénation, à l'ouverture, au redressement et à la fixation de la largeur des chemins ruraux et notamment son article 3 ;

Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles R.141-4 à R.141-10 ;

Considérant que les chemins ruraux suivants ne sont plus utilisés par le public :

- **Chemin rural desservant les parcelles situées section E N° 457,463 et 673, appartenant à un même propriétaire : Etablissements BURGUET**
- **Chemin rural desservant les parcelles situées section B N°492 et 411 appartenant à ROBELIN Gérard, et les parcelles section B N° 34 appartenant à GOEDEROND Paul Nicolaas.**

Considérant que ces voies de liaison sont devenues inutiles ;

Considérant les offres faites par Monsieur BURGUET Jean-Pascal et Monsieur GOEDEROND Paul Nicolaas, d'acquiescer lesdits chemins ;

Compte tenu de la désaffectation des chemins ruraux susvisés, il est donc dans l'intérêt de la commune de mettre en œuvre la procédure de l'article L.161-10 du code rural, qui autorise la vente d'un chemin rural lorsqu'il cesse d'être affecté à l'usage du public.

Considérant, par suite, qu'une enquête publique devrait être organisée conformément aux dispositions des articles R.141-4 à R.141-10 du code de la voirie routière.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

- o Constate la désaffectation des chemins ruraux
- o Décide de lancer la procédure de cession des chemins ruraux prévue par l'article L.161-10 du code rural ;
- o Demande à Monsieur Le Maire d'organiser une enquête publique sur ce projet.
- o Autorise Monsieur Le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette affaire

FAIT ET DELIBERE LES JOUR MOIS ET AN QUE DESSUS

Le Maire

DESERT Alain



[Handwritten signature]